

Te Avei'a - T4 2020 - La pandémie fragilise l'économie locale en 2020

L'année 2020 est marquée par la pandémie mondiale de Covid-19. Les mesures prises à l'international pour freiner sa propagation ont dégradé l'activité économique mondiale, dont celle de la Polynésie française. Les activités principalement liées au tourisme sont les plus impactées par les conditions de gestion de la crise. Les exportations de biens locaux baissent, faute de débouchés. L'emploi faiblit et le temps partiel se développe pour pallier la baisse de l'activité et bénéficier des aides publiques. Afin d'endiguer les effets de cette crise et maintenir les conditions de la reprise, le Pays et l'État poursuivent leurs dispositifs de soutien à l'économie.

Des exportations de biens locaux moroses en 2020

Au quatrième trimestre 2020, les recettes des exportations de biens locaux sont encore en recul et s'élèvent à 2,3 milliards de F.CFP, soit une baisse de 28,4 % par rapport au même trimestre en 2019. C'est le montant le plus faible mesuré sur un quatrième trimestre depuis ces 25 dernières années. Cette contraction qui concerne la quasi-totalité des produits à l'exportation, s'explique principalement par le repli des exportations des produits perliers (- 21 %), de vanille (- 69 %) et de poissons (- 43 %) qui contribuent pour 25 points à la baisse globale.

TABLE 1. Recettes des exportations des principaux produits locaux à l'année (en millions de F.CFP)

	2019	2020	Variation	Différence
Produits perliers	5 026	2 449	-51%	-2 577
Produits issus de la pêche	1 821	854	-53%	-967
Noni	608	465	-24%	-143
Coprah	489	457	-7%	-32
Vanille	790	380	-52%	-410
Monoï	349	266	-24%	-83
Nacre	240	183	-24%	18
Bière	22	6	-75%	-16

Source : Service des Douanes, ISPF

Les exportations totales de perles sur l'année 2020 sont divisées par deux par rapport à 2019 et par trois depuis 2017. Elles sont fortement pénalisées par l'absence de moyens de transport vers l'Asie où se trouvent ses principaux acheteurs et par une baisse importante des prix (- 44 % à 270 F.CFP le gramme). Pour les mêmes motifs, les autres exportations de produits locaux, comme le poisson et la vanille, ont été divisées de moitié sur un an. Les exportations d'huile de coprah, qui s'exporte par bateau, sont les moins impactées et progressent même au quatrième trimestre. Ainsi, les ex-

portations de biens locaux reculent globalement de 44 % en 2020 sur un an à 5,6 milliards de F.CFP, soit des recettes deux fois plus faibles que celles mesurées en moyenne depuis 10 ans.

Le secteur du tourisme international évolue au rythme des restrictions

Alors que la réouverture de la destination à la mi-juillet avait permis à la Polynésie française de retrouver une dynamique touristique (avec 39 % des effectifs touristiques de 2019 sur les mois d'août à octobre), la dégradation de la situation sanitaire en Europe, les élections américaines et les restrictions sur les voyages vont freiner cette reprise progressive dès novembre. Ainsi, un tiers de la fréquentation touristique du quatrième trimestre 2019 a été réalisé au quatrième trimestre 2020, soit 20 000 touristes ayant visité la Polynésie française contre 60 000 en 2019 (- 66 %). Le repli du marché américain contribue pour - 20 points à la baisse globale et celui du marché français à - 12 points. Devenu premier marché émetteur au troisième trimestre, le marché français est de nouveau dépassé par celui américain en raison notamment de la mise en place du confinement en métropole du 30 octobre au 15 décembre. La fermeture des liaisons aériennes vers l'Asie et le Pacifique continue de peser sur le nombre de touristes originaires de ces régions. Cette baisse des effectifs touristiques explique que ce secteur, essentiellement composé de transport, d'hébergement et de restauration, représentant 8 % du PIB polynésien, est la principale victime de la crise sanitaire en terme économique.

Ainsi, sur les neuf premiers mois de l'année, si le chiffre d'affaires des entreprises déclarantes à la TVA s'est contracté de 13 % (- 88 milliards de F.CFP), les seules pertes d'activité des entreprises liées au tourisme (- 50 % sur un an) représentent près de deux tiers de la contraction globale et près de la moitié de la contraction du PIB estimé en 2020. Les secteurs du transport aérien et des hôtels (7 800 emplois en 2019) sont les plus touchés avec des pertes de chiffre d'affaires de plus de 60 % sur les trois premiers trimestres par rapport à 2019. Si les pertes d'emplois sont importantes dans

ces deux secteurs (- 15 %, soit 1 100 emplois supprimés), ces dernières auraient pu être plus importantes, avec 750 emplois encore fragilisés, au regard du nombre d'heures travaillées. Les aides publiques destinées aux salariés ont permis de retarder les ajustements entre l'emploi et l'activité puisque 12 milliards de F.CFP ont été consacrés à l'emploi dont 6,4 milliards de F.CFP de mesures exceptionnelles entre mars et novembre 2020.

Sur l'ensemble de l'année, les restrictions prises dans le monde pour lutter contre la propagation de la Covid-19 ont fortement impacté le secteur touristique. Le nombre de touristes est en baisse de 67,5 %, il passe de 236 650 touristes en 2019 à 77 000 touristes en 2020. Les effectifs américains et européens (France incluse) contribuent à - 47 points à la baisse. Le nombre de nuitées touristiques s'établit à 1,4 million soit plus de 2 millions de moins qu'en 2019, malgré la hausse de la durée de séjour à 18,2 jours (+ 3,3 jours). L'hébergement terrestre payant diminue de 67 % (- 110 000 touristes) et celui flottant de 74 % (- 33 300 touristes) par rapport à l'année précédente. L'hébergement gratuit perd 16 600 touristes en 2020. Au sein de l'hébergement terrestre payant, ce sont les locations de meublé de tourisme qui résistent le mieux à la crise avec une baisse de 57 % de fréquentation. Les pensions de famille, qui ont pu compter sur le tourisme local, voient leur fréquentation diminuer de 21 800 touristes.

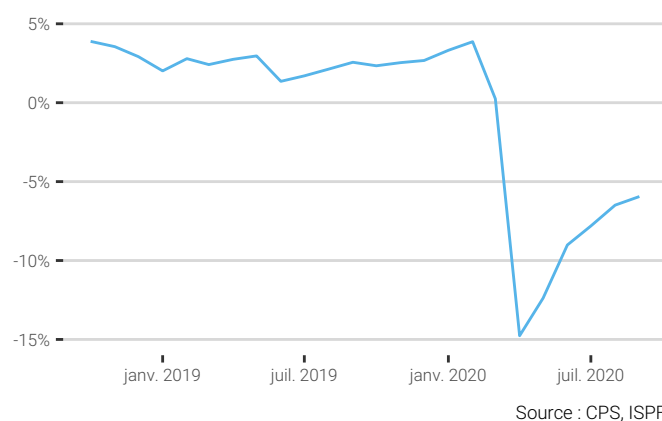
Les difficultés dans le secteur de l'hôtellerie-restauration continuent de peser sur le marché du travail

Après un deuxième trimestre catastrophique en termes d'emploi (5 500 emplois supprimés entre mars et juin) et une reprise dynamique, mais insuffisante au troisième trimestre (3 300 salariés de plus entre juin et septembre), le marché du travail est attentiste en cette fin d'année avec une hausse de 0,3 % des effectifs sur le quatrième trimestre sur le seul champ ICS, correspondant au secteur de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. Cette évolution des emplois salariés ne traduit plus la réelle évolution du marché du travail comme l'attestent les évolutions du nombre d'heures travaillées et du nombre d'emplois salariés depuis janvier. Ainsi, le recul du nombre d'heures travaillées (- 6 %) est deux fois plus important que celui du nombre de salariés protégés par les dispositifs d'aide et de soutien à l'emploi mis en place depuis le début de la crise. Ce sont les entreprises des secteurs caractéristiques du tourisme (9 600 salariés à fin septembre) qui donnent cette tendance au marché du travail et qui mobilisent une grande partie des dispositifs d'aides publiques. Ainsi, si le recul des heures travaillées depuis le début de l'année dans ces entreprises est important (- 25 %), la baisse des effectifs salariés est, elle, deux fois moins forte (- 11 %). Au global, la contraction d'activité pour ces entreprises contribue pour 80 % à la baisse des heures totales en Polynésie et pour 95 % à celle de l'emploi salarié en 2020.

Le secteur de l'hôtellerie illustre bien cette réalité avec un volume d'heures travaillées en baisse de 38 % en 2020 par rapport à 2019, pour un nombre d'emplois qui se contracte de 20 % à fin septembre. Malgré les dispositifs d'aide à l'emploi (DIESE) et le recours au temps partiel, ce sont quand même plus de 1 000 emplois qui ont été supprimés dans l'hébergement cette année, et autant qui sont très fragilisés par le manque de touristes.

Seul secteur en reprise soutenu sur la deuxième partie de l'année, le secteur de la construction réembauche, avec une progression de 7,7 % des salariés (+ 380) au troisième trimestre. Cette hausse des emplois traduit un carnet de commandes soutenu pour cette fin d'année alors que ce secteur a lui aussi été pénalisé par la pandémie, comme l'illustre le recul de 5 % du chiffre d'affaires sur les trois premiers trimestres de l'année. La demande reste soutenue pour les ménages qui poursuivent leurs investissements (+ 4,6 % du nombre de crédits à l'habitat au quatrième trimestre) et le secteur public qui souhaite soutenir ce secteur par le respect de ses engagements en termes d'investissements publics (hausse des mandatements du Pays de 2,2 % en 2020). Néanmoins, une baisse de la production de prêts immobiliers au quatrième trimestre esquisse un léger essoufflement de cette tendance sur 2021, mais la réactivation et l'élargissement du dispositif d'aides à l'investissement des ménages (AIM), qui ont été annoncés dans le cadre du plan de relance du Pays, devraient permettre de soutenir la demande.

Fig. 1. Evolution de la variation des équivalents temps plein en glissement annuel



La consommation des ménages se reprend mais sans retrouver son niveau d'avant crise

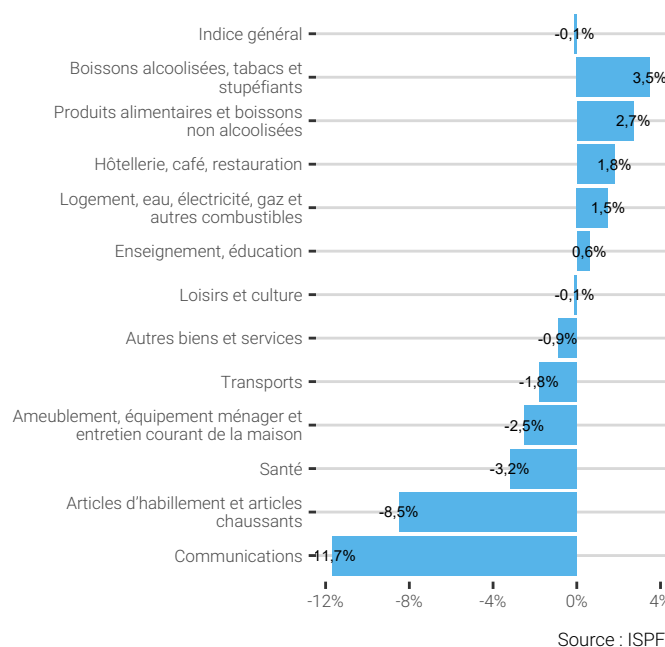
La baisse des effectifs et du nombre d'heures travaillés se retrouve dans la masse salariale qui diminue de 4 % sur les trois premiers trimestres (- 7,3 milliards de F.CFP). Cette baisse de revenus, bien qu'en partie compensée par les dispositifs d'aides, continue d'impacter la consommation des ménages qui recule en 2020 au regard de 2019.

Les inquiétudes dans le futur et la hausse de l'épargne (+ 9 % en un an) conjuguées aux difficultés sur le marché du travail expliquent cette contraction de la consommation. Ainsi, les ménages ont fait moins de crédits à la consommation au quatrième trimestre (- 2 %) qu'en 2019. Ce recul de la consommation des ménages se retrouve aussi dans les importations qui leur sont destinées et qui baissent de 8 % au quatrième trimestre 2020 (- 2 milliards de F.CFP). La baisse, en valeur, des importations des produits des industries agricoles et alimentaires contribue pour 4 points au repli global, mais les volumes importés sont identiques sur un an, laissant plutôt penser à une baisse des prix des produits (viandes et produits laitiers essentiellement). À côté de cette baisse, la valeur des importations des produits de l'industrie automobile recule fortement et contribue pour 3 points à la baisse globale du tri-

mestre. Le recul des commandes de voitures peut s'expliquer par des difficultés de transport maritimes mais aussi par des stocks non prévus liés à la baisse des ventes de voitures de 17 % (573 voitures en moins) sur les trois premiers trimestres 2020. Cette baisse des importations devrait se poursuivre dans les mois prochains puisque le nombre d'immatriculations de véhicules neufs diminue encore de 38 % sur la fin de l'année, contre 10 % au troisième trimestre. À l'inverse, les importations de voitures hybrides et électriques sont en hausse au quatrième trimestre, traduisant un intérêt grandissant pour cette gamme de véhicules.

À l'année, les importations à destination des ménages baissent de 7 %, soit un recul de 6,8 milliards de F.CFP mais qui équivaut au même montant de 2018. Cette baisse s'explique essentiellement par le recul des importations de produits de l'industrie automobile qui n'avait jamais été aussi élevé en valeur qu'en 2019. Les importations de biens de consommation sont aussi en baisse, pénalisées par la baisse des importations, en valeur, de l'habillement et cuir et de celle des industries des équipements du foyer.

Fig. 2. Evolution des composants de l'indice des prix à la consommation 2020/2019



En 2020, l'indice des prix à la consommation est stable par rapport à 2019. Dans le détail, ce sont les prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants ainsi que des produits alimentaires et boissons non alcoolisées qui progressent le plus.

Les investissements des entreprises se reprennent en fin d'année

Malgré la crise économique, les entreprises poursuivent leurs investissements comme l'atteste l'augmentation des encours de crédits d'équipements de 8,6 % en un an. Ainsi, au quatrième trimestre, les importations à destination des entreprises progressent de 4,7 % après deux trimestres consécutifs de baisse (+ 2,5 % hors avions et bateaux). Les importations de biens d'équipements sont en hausse de 7,7 % grâce notamment aux importations de bateaux, avions et autres véhicules aériens. Hors avions et bateaux, les importations augmentent de 3 %. Les importations de biens inter-

médiaires progressent de 2 % grâce à la hausse des importations de produits céramiques et matériaux de construction et de celles d'articles et produits textiles.

Sur l'année, les importations à destination des entreprises reculent de 3,4 % (hors avions et bateaux). Sans ces deux produits, les importations de biens d'équipements baissent de 4 % à 33,5 milliards de F.CFP. Les importations de biens intermédiaires diminuent de 2,8 %, soit 1,1 milliard de F.CFP de moins qu'en 2019.

Pour les douze prochains mois, si les entreprises semblent poursuivre leurs investissements, les entrepreneurs interrogés par l'IEOM dans le cadre de l'indice de climat des affaires restent prudents et envisagent de réévaluer à la baisse leurs prévisions.

Le gouvernement poursuit son soutien au secteur privé et aux salariés

En septembre 2020, le Pays annonce un plan de relance baptisé « CAP 2025 » dont les axes principaux sont le soutien de l'emploi et le renforcement de la solidarité, afin d'atténuer les effets de la crise et de relancer l'appareil productif local.

De plus, le premier trimestre 2021 s'annonce difficile en termes de croissance économique. La fermeture des frontières polynésiennes aux touristes internationaux du 3 février au 30 avril 2021 obère toute relance par l'extérieur tout en faisant peser des risques importants sur l'appareil de production, essentiellement touristique qui, sans aides publiques, n'aurait plus aucune trésorerie. Ainsi, plusieurs hôtels préfèrent fermer jusqu'à la réouverture aux touristes. Les arrêts de ces activités ont entraîné une prise de mesures supplémentaires du Pays pour venir en aide aux entreprises, aux salariés et aux indépendants.

Méthodologie

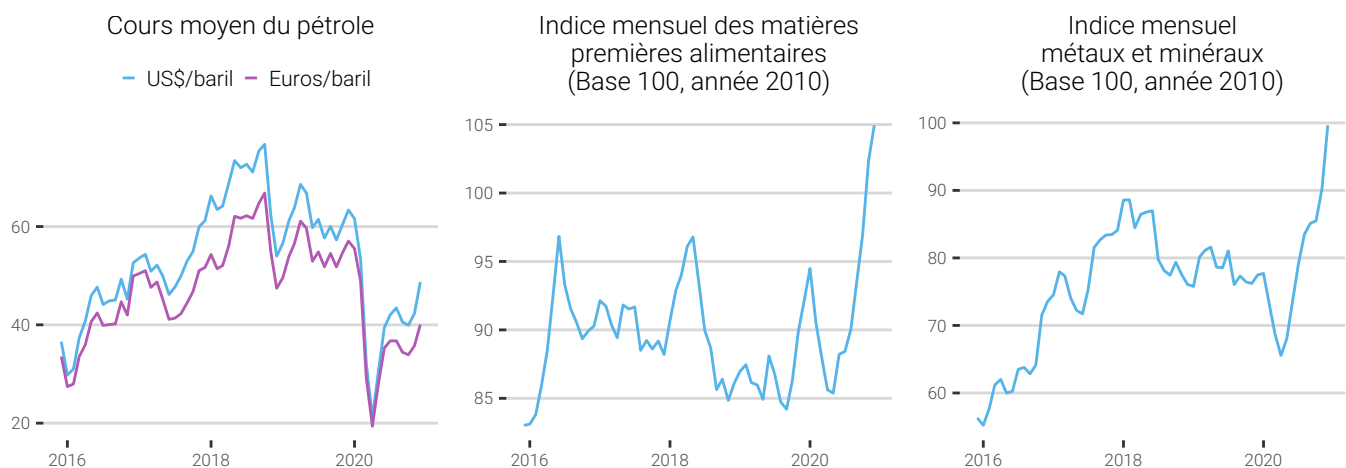
Indice emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

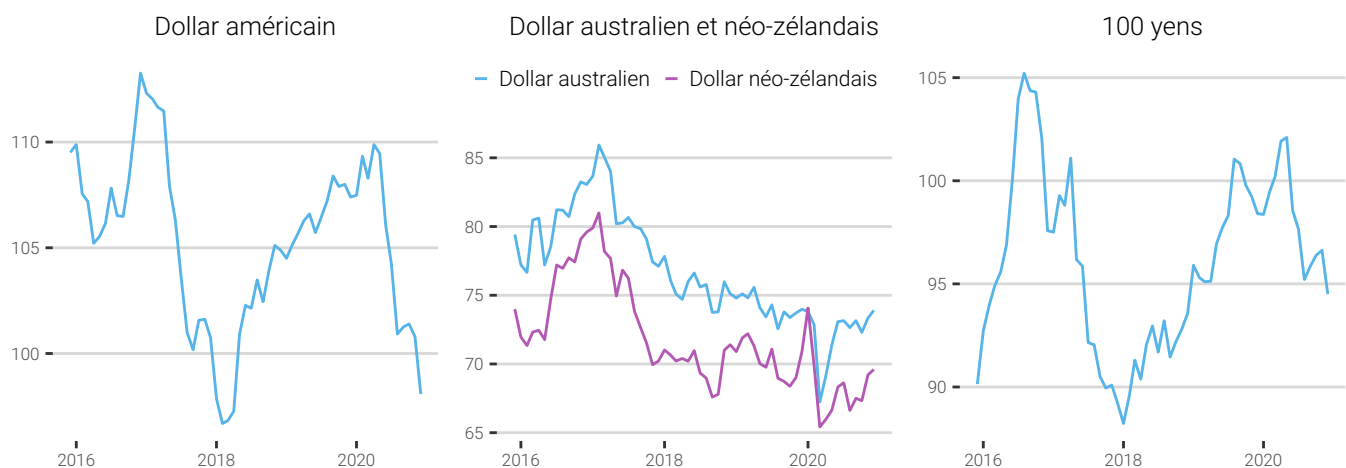
Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Fig. 3. Industrie



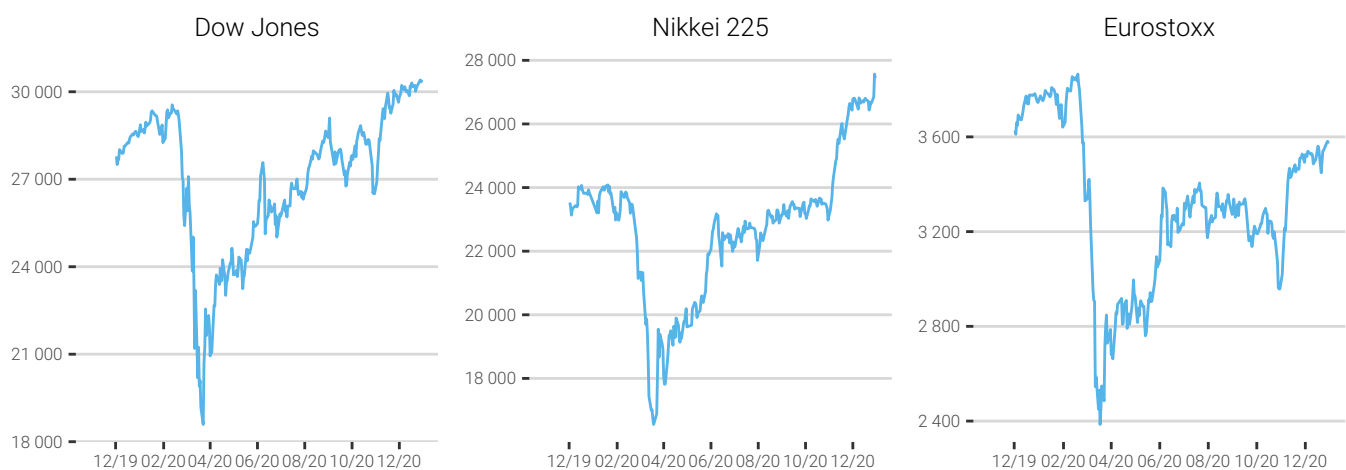
Source : Banque Mondiale

Fig. 4. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

Fig. 5. Indice boursiers



Source : Les Echos - Investir

TABLE 2. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises	décembre-19	mars-20	juin-20	septembre-20	décembre-20	T / T-1	T / T-4
Créations	1 834	1 553	1 241	956	692	-27,6%	-62,3%
Radiations	1 517	1 254	1 071	809	503	-37,8%	-66,8%
Stock	70 739	71 327	71 823	72 421	73 073	0,9%	3,3%
Nbr assujetties à la TVA	7 609	7 430	7 235	7 038	nd	-2,7%	-
Unité : nombre, moyenne des 12 derniers mois						Sources : ISPF, DICP	

Production	décembre-19	mars-20	juin-20	septembre-20	décembre-20	T / T-1	T / T-4
Importations de biens d'équipemen	32 534	32 933	32 327	33 164	33 453	0,9%	2,8%
Importations de biens intermédiaires	40 720	40 549	39 091	39 357	39 579	0,6%	-2,8%
Consommation moyenne tension	221 550	221 126	214 162	212 951	209 666	-1,5%	-5,4%
Chambres offertes (Hotels internationaux)	925 871	897 724	680 211	602 520	555 407	-7,8%	-40,0%
Unités : millions de F.CFP, milliers de kWh, nombre, cumul sur 12 mois						Sources : ISPF, Douanes, EDT	

Résultats	décembre-19	mars-20	juin-20	septembre-20	décembre-20	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises	913 654	911 851	861 522	825 255	nd	-4,2%	-
Exportations locales	10 018	8 823	7 409	6 536	5 621	-14,0%	-43,9%
Perles brutes	4 870	4 040	3 262	2 723	2 390	-12,2%	-50,9%
Poissons	1 819	1 686	1 279	1 071	854	-20,3%	-53,1%
Nuitées touristiques	3 534 854	3 388 145	2 483 090	1 864 317	1 399 283	-24,9%	-60,4%
Nombre de touristes	236 642	223 135	163 659	116 248	77 017	-33,7%	-67,5%
Passagers débarqués à Faa'a	352 625	338 904	252 075	180 814	120 580	-33,3%	-65,8%
Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois						Sources : ISPF, DICP, Douanes, ADT	

Emploi	décembre-19	mars-20	juin-20	septembre-20	décembre-20	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	66 069	66 435	65 178	64 609	nd	-0,9%	-
Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein	57 077	57 421	55 706	54 733	nd	-1,7%	-
Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	12 770	12 213	10 860	10 437	10 470	0,3%	-18,0%
Offres d'emploi normal	3 825	3 502	3 017	2 793	2 397	-14,2%	-37,3%
Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois						Sources : ISPF, CPS, SEFI	

MENAGES							
Revenu	décembre-19	mars-20	juin-20	septembre-20	décembre-20	T / T-1	T / T-4
Salaire Moyen en équivalent temps plein	329 390	329 047	330 275	332 141	nd	0,6%	-
Masse salariale	56 413	56 695	55 188	54 570	nd	-1,1%	-
Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois						Sources : ISPF, CPS	

Consommation	décembre-19	mars-20	juin-20	septembre-20	décembre-20	T / T-1	T / T-4
Importations de Produits alimentaires	45 940	45 868	45 976	45 757	44 605	-2,5%	-2,9%
Importations de Biens de consommation	30 054	30 110	28 414	27 973	27 887	-0,3%	-7,2%
Chiffre d'affaires Commerces détails	234 109	235 165	229 629	226 064	nd	-1,6%	-
Indice des prix	107,46	107,78	107,8	107,5	107,3	-0,2%	-0,1%
Importations de Produits énergétiques	22 111	23 178	21 394	19 802	16 677	-15,8%	-24,6%
Consommation électricité basse tension	260 572	261 146	259 907	261 777	262 137	0,1%	0,6%
Importations de Produits de l'industrie automobile	17 998	18 577	17 463	15 513	14 711	-5,2%	-18,3%
Nombre d'Immatriculations (VP)	5 200	5 090	4 743	4 627	3 917	-15,3%	-24,7%
Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2008, milliers de kWh, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois						Sources : ISPF, Douanes, DICP, DTT	

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 4e TRIMESTRE 2020						
	PIB (provisoire)		Indice des prix à la conso.	Taux de chômage	Taux directeur	Dernier changement
	Var. /3 mois	Var. /1 an	Var. /1 an	Fin de trim.	Banques Centrales	
Etats-Unis	1,0%	4,3%	1,4%	6,7%	0,25%	15/03/2020
Zone Euro	-0,7%	-4,9%	-0,3%	8,3%	0,00%	10/03/2016
France (1)	-1,4%	-4,9%	0,0%	8,0%	0,00%	10/03/2016
Japon	2,8%	-1,4%	-1,2%	2,9%	-0,10%	29/01/2016
Australie	3,1%	-1,1%	0,9%	6,6%	0,10%	01/12/2020
Nouvelle-Zélande	-1,0%	-0,9%	1,4%	4,9%	0,25%	16/03/2020
Chine (2)	2,6%	6,5%	0,2%	5,2%	3,85%	20/04/2020

(1) Les Départements d'Outre-mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix

(2) Taux de chômage urbain (seul taux officiel)

Source : Eurostat, instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et lisse le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées sur les domaines de leur compétence.

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.

Direction des douanes : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.

Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI) : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

Toutes les données

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1249
Auteur de la publication	Della SIU
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépôt légal	Avril 2021
Informations	Immeuble Uupa - 1 ^{er} étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2021 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X

